**L'Orient – Le jour 13-05-2020**

# Comment vont se dérouler les négociations avec le FMI

Les discussions seront axées sur l'efficacité des moyens envisagés par l'exécutif pour redresser l'économie.

Par Philippe HAGE BOUTROS

Le gouvernement libanais doit en principe entamer aujourd'hui – selon des sources contactées par L'Orient-Le Jour – les négociations officielles avec le Fonds monétaire international (FMI) afin d'obtenir une assistance financière, qui doit contribuer à sortir le pays de la grave crise économique et financière dans laquelle il ne cesse de s'enfoncer.
L'exécutif a adressé au début du mois sa demande d'assistance, à laquelle il a joint son plan de redressement, un document d'une cinquantaine de pages qui décrit les grands chantiers prévus – restructuration de la dette publique (176 % du PIB), du secteur bancaire et de la Banque du Liban (qui affichent des dizaines de milliards de dollars de pertes), ou encore de l'administration (coûteuse, peu efficace et gangrenée par la corruption). Selon une source proche du dossier, des discussions informelles ont déjà eu lieu entre les dirigeants libanais et des cadres de l'organisation.
L'effort du gouvernement pour dresser un état des lieux exhaustif de la situation a apparemment été apprécié par la directrice du FMI, Kristalina Georgieva, qui a qualifié ce plan de « pas important en avant face aux défis économiques » du pays. La stratégie gouvernementale constitue en outre une des principales, voire une des seules cartes que l'exécutif pourra jouer dans ses négociations à venir avec ses créanciers à qui il a annoncé en mars qu'il faisait défaut sur le remboursement de sa dette publique.

**Un à deux mois**
Selon les termes du plan, le gouvernement espère pouvoir compter sur une aide de 10 milliards de dollars d'aides externes. Un montant qui viendra s'ajouter à l'enveloppe de plus de 11 milliards de dollars de prêts et dons réservés par les donateurs présents lors de la conférence de Paris d'avril 2018 (la CEDRE). Ces espérances sont bien entendu conditionnées par un aboutissement des négociations.
Il y a une semaine, Garbis Iradian, un ancien du FMI et actuel économiste en chef de l'Institut de la finance internationale (IFI), avait indiqué à L'Orient-Le Jour que le Liban pouvait espérer entre 4,35 et 8,7 milliards de dollars durant une période de trois à quatre ans dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI. Le MEDC permet au pays d'obtenir un financement de cinq à dix fois son quota de 870 millions de dollars, auquel il peut normalement aspirer en temps normal. Le déficit colossal de la balance des paiements du pays (plus de 15 milliards de dollars) pourrait convaincre l'organisation de Bretton Woods d'opter pour ce mécanisme. Garbis Iradian souligne de plus que les États-Unis, qui possèdent une quote-part de 16,5 % dans le capital du FMI, ne seraient pas en mesure de bloquer seuls ce prêt encore hypothétique si d'aventure cette option devrait être explorée pour des motifs liés à la représentation indirecte du Hezbollah dans le gouvernement libanais.

**La BDL fortement représentée**
La première réunion consacrée au dossier doit en principe se dérouler en visioconférence en raison des restrictions sur le transport aérien liées au Covid-19. Elle rassemblera des cadres du FMI et une équipe de négociateurs libanais conduite par le ministre des Finances Ghazi Wazni et composée de plusieurs groupes. Selon un courrier adressé à l'un des directeurs exécutifs de l'organisation, l'ancien Premier ministre égyptien Hazem Beblaoui que L'Orient-Le Jour a pu consulter, le ministre des Finances sera accompagné du directeur général du ministère Alain Bifani, ainsi que de deux conseillers, Henri Chaoul et Talal Salmane. La présidence libanaise sera, elle, représentée par l'économiste Charbel Cordahi, conseiller de Michel Aoun. Deux autres conseillers, Georges Chalhoub et Leila Dagher, représenteront le Premier ministre Hassane Diab.
Enfin, le gouverneur de la BDL, Riad Salamé, participera également aux discussions aux côtés de plusieurs cadres de la Banque centrale, dont Youssef el-Khalil (opérations financières), Chucri Mounès (recherches et statistiques), Rodolphe Moussa (stabilité financière), Raja Abou Asli (organisation et développement), Mohammad Ali Hassan (comptabilité) et Carine Chartouni (conformité). La BDL, que le gouvernement prévoit de faire auditer par trois cabinets internationaux (KPMG, Oliver Wyman et Kroll), est enfin indirectement représentée par Georges Chalhoub, directeur adjoint du département trésorerie de l'institution.

**Conditions préalables**
Le gouvernement a pour l'instant communiqué peu de détails sur le déroulement des discussions ou leur calendrier. Une source proche du gouvernement avait tablé sur un à deux mois. Garbis Iradian estime, lui, que les discussions pourraient aboutir en un mois si le FMI accélérait la procédure, un scénario qu'il juge très probable compte tenu de la gravité de la situation du pays.
Les discussions vont essentiellement se focaliser sur l'efficacité des moyens envisagés par l'exécutif pour redresser l'économie et assainir les finances publiques afin de lui permettre de repartir sur de meilleures bases que celles qui ont abouti à la crise actuelle. Si le plan du gouvernement est contesté par les banques et des représentants du secteur privé, plusieurs sources concordantes, y compris parmi ses détracteurs, lui ont reconnu des vertus, notamment l'effort déployé pour dresser un état des lieux complet de la situation ou l'intégration de propositions concrètes issues de la société civile (notamment en matière de lutte contre la corruption). Certains volets doivent néanmoins encore être complétés (notamment celui de la réforme de l'électricité, pas encore mis à jour).

Le FMI connaît bien le dossier libanais, des représentants de l'organisation visitant régulièrement le pays pour mettre à jour ses données sur la situation. Le dernier passage remonte à février. La délégation menée par Chris Jarvis était restée sur place une semaine environ. Il est de plus très probable que le FMI demande au gouvernement de préciser ou d'amender son plan, ce qui pourrait peut-être l'amener à tenir compte de certaines propositions que le secteur bancaire doit en principe présenter aux députés aujourd'hui lors d'une réunion élargie organisée par la commission parlementaire des Finances et du Budget. L'organisation devrait aussi se focaliser sur la faisabilité des réformes proposées dans le plan – ou l'intégration de celles qu'elle estime manquantes à l'appel.
Le gouvernement sera enfin certainement obligé de mettre en œuvre des mesures-clefs au préalable pour convaincre le FMI de lui débloquer une aide. La mise en place d'un régime de change flottant (l'IFI estime que ce taux devrait être ramené à 3 500 livres pour un dollar, avant d'être abaissé à 3 000 à moyen terme) ; l'entrée en vigueur de plusieurs décisions ayant déjà fait consensus (loi sur l'indépendance de la justice, nomination des membres de l'Autorité de régulation de l'énergie ou du conseil d'administration d'Électricité du Liban, etc.) ; la fermeture de points de passage illégaux à la frontière avec la Syrie, ou encore la taxation des propriétés construites sur des biens-fonds maritimes font partie des mesures possibles. Le déblocage de l'aide du FMI soumettra en outre le pays a toute une série d'objectifs mesurés par des indicateurs de performances qu'il devra se donner les moyens d'atteindre.